

NOTE

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Comment expliquer la faible mobilisation de notre électorat ?

Dans toutes les enquêtes pré-départementales, l'électorat PS est le plus démobilisé (de 5 points à 10 points par rapport à l'électorat UMP et frontiste). Outre le manque de résultats, quels facteurs peuvent l'expliquer ?

1. Assez peu le rejet de la ligne suivie, malgré la focalisation médiatique et les débats.

La quasi-totalité des orientations prises sont soutenues par les sympathisants PS. « L'inconfort idéologique » peut jouer sur les militants, mais il est rare d'en déceler des traces chez les sympathisants pour qui l'efficacité quotidienne est plus importante que la cohérence idéologique parfaite.

2. Davantage le manque ressenti de direction ou d'incarnation politique.

On voit très souvent dans les verbatims des sympathisants de gauche le sentiment d'un « retard à l'allumage » qui a découragé (le projet se réduit à une moitié de quinquennat) ; et/ou le sentiment de « manque de poigne ».

Le changement de gouvernement et le 11 janvier a comblé une partie de ces critiques (sentiment de mouvement ; fin des doutes sur la hauteur présidentielle et la capacité à se connecter aux pulsions du pays). Mais sur de nombreux domaines (emploi, social, cohésion républicaine...), on continue à voir des demandes de « frapper un grand coup » et de « montrer où l'on va »¹.

Cette crise de « l'offre » politique paraît un important facteur de démobilisation. **Le projet brandi par la gauche n'est pas suffisamment clair pour agréger ; et le mouvement initié encore trop timide pour faire sens en soi et pallier ce manque de discours.**

Dès lors, les ressorts de la mobilisation qui restent sont les plus tousoteux : soit la simple habitude (de voter, et à gauche) ; soit la volonté de ne pas casser un début de mouvement qui pourrait s'avérer un jour efficace, mais sans que l'on soit sûr ni d'y croire ni de bien comprendre où il va (seul notre sentiment de ne pas douter que ces orientations continuer à rassurer).

Redonner à notre électorat la boussole ou le fil à plomb permettant de repérer l'horizon au milieu des secousses du pouvoir semble être l'élément principal de remobilisation.

¹ Signe de l'importance de cette gestuelle pure, M. Valls qui l'incarne (parfois trop) garde un surcroît de popularité auprès des sympathisants PS, mais aussi auprès des sympathisants Front de Gauche et EELV (où il est plus populaire que le Président : autre marque que la ligne politique gêne peu, ou pas suffisamment pour contrebalancer l'attrait du volontarisme).

3. Le discrédit des partis, multiplicateur de la démobilisation.

C'est un facteur « caché », qui ne se voit pas dans les préférences partisans (« *de quel parti vous sentez-vous le plus proche, disons, ou le moins éloigné ?* »). La proportion de Français sans affiliation politique n'a pas explosé : les gens continuent à se référer aux partis comme des marqueurs de leur positionnement politique.

Mais l'image des partis est devenue catastrophique. En 2 ans, la proportion de Français à avoir une image positive du PS a été divisée par 2 ; et celle de l'UMP a aussi baissé (seule celle du FN est restée globalement stable - et élevée). Résultat : **la proportion de Français ayant une mauvaise opinion de tous les partis a quasiment triplé depuis 2012.**

Ce discrédit empêche les « offres » politiques de trouver réellement leur espace. D'autant que ces objecteurs sont loin d'être des citoyens en rupture de la politique : 52% d'entre eux se disent « *très intéressés* » par la politique. Un nombre croissant de Français, bien que politisés, ne comprennent plus ou n'acceptent plus le jeu politique.

Il en résulte un rapport peu enthousiasmant à la politique : **de plus en plus d'électeurs savent contre qui ils sont, mais plus qui ils soutiennent, les partis de leur camp ne leur faisant plus envie.** La démobilisation le jour du vote s'en ressent nécessairement.

La rénovation du PS, dans sa forme et ce qu'il incarne (au-delà des propositions qu'il porte), semble être un autre passage obligé pour retrouver une capacité de mobilisation en 2017.

En attendant, cette faiblesse des partis ouvre un terrain propice à l'émergence de nouveaux « mouvements » politiques, en réseau ou charismatiques (qui ont déjà chamboulé le jeu partisan dans tous les pays européens où la confiance dans les partis est aussi faible : Espagne, Italie, Grèce et France se détachent sur ce point dans les eurobaromètres).

Adrien ABECASSIS